

La Révolution de février 1848

I Un régime mal aimé

La révolution de 1848 est la conséquence de nombreux problèmes qui secouent la Monarchie de Juillet. Le roi Louis Philippe au pouvoir depuis 1830 (cf. texte des *Misérables*) est de moins en moins aimé de son peuple. Depuis 1840, il entend gouverner et non plus régner. Son Premier Ministre, **Pierre François Guizot**, est peu apprécié et sa politique très contestée.

Plusieurs faits montrent le désamour de la France pour son gouvernement.

- La **crise économique** qui se développe en 1847 est très dure. La Bourse s'effondre pendant l'été 1847. Les faillites se multiplient, le chômage touche près de 40% des ouvriers de la métallurgie. Des troubles éclatent dans le Poitou, en Normandie, dans le Nord et le Sud-Est. Le rétablissement de la situation économique à la fin de l'année 1847 ne restaure en rien le crédit du gouvernement.
- De **nombreux scandales** éclaboussent le pouvoir. En particulier des affaires de corruption et de pot-de-vin comme l'affaire Teste-Cubières. L'affaire Choiseul-Praslin, affaire de mœurs, montre à quel point l'opinion publique est convaincue de l'immoralité des dirigeants au point de croire les calomnies les plus extravagantes.

II Le problème de la loi électorale

Mais le problème le pire que la Monarchie rencontre est celui de la **loi électorale**. Sous la Monarchie de Juillet, le suffrage est censitaire. Le cens est à 200F et Louis-Philippe et Guizot refusent depuis longtemps toute réforme du suffrage, c'est une des raisons qui expliquent que le roi ait maintenu Guizot au pouvoir malgré l'opposition de l'opinion publique. « Si le pays avait le désir de cette réforme, on le saurait ; les élections toutes récentes l'auraient fait voir » aurait déclaré Guizot. Mais le député Duvergier de Hauranne dépose le 7 mars 1847 un projet de loi visant à **réduire le cens à 100F**. Mais Guizot refuse d'écouter. Les députés choisissent donc d'autres recours que la voie parlementaire. Des pétitions de soutien à la loi doivent être signées à la suite de **banquets républicains**. **Le 18 juillet, Lamartine, défend le projet de loi à Mâcon et prophétise la fin prochaine du régime**. Le gouvernement est très hostile à une rénovation de la loi et à la campagne des banquets. Le 28 décembre 1847, Louis-Philippe et Guizot condamne avec force cette action lors du Discours du Trône. L'opposition, elle, veut faire plier Guizot et décide d'organiser un banquet à Paris le 14 janvier 1848. Interdit, le banquet est repoussé au 22 février.

III Les journées révolutionnaires et la naissance de la République

Le 22 février, l'agitation commence dès le matin, on crie « A bas Guizot ! » et cette agitation continue toute la nuit et jusqu'au **23**. Comme réponse aux manifestants, Guizot mobilise la garde nationale. Mais celle-ci se mutine et se range du côté des opposants (« Vive la Réforme ! A bas le Ministère ! ») Le roi ne sait plus quoi faire, **il renvoie Guizot** et nomme le comte Molé à la tête du gouvernement. C'est une demi-mesure mais qui satisfait la Garde Nationale. Cependant, l'agitation populaire ne se calme pas et Guizot est malmené au ministère de l'Intérieur. Les Gardes chargés de protéger l'ancien ministre tirent sur la foule et tue une cinquantaine de personnes. L'agitation s'amplifie, le roi ne contrôle plus rien. Il renvoie Molé. **Le 24**, il sort des Tuileries pour passer en revue le régiment de la Garde nationale qui lui est toujours fidèle. Mais le reste de la Garde le conspu et le roi se retire aux Tuileries. **Il abdique en faveur de son petit-fils** puis part vers Saint-Cloud et ensuite vers l'Angleterre.

A Paris, des groupes de députés républicains établissent dans les bureaux du journal *Le National* un gouvernement provisoire où l'on retrouve les noms de Lamartine, Arago ou Ledru-Rollin. Sous la pression des émeutiers qui ont envahi la Chambre, les députés acclament le nouveau gouvernement. La foule se rend à l'Hôtel de Ville de Paris aux cris de « Vive la République ! »

Pour la première fois depuis 1814, **la bourgeoisie perd le contrôle de la vie politique**. Cette république personne ne l'avait prévue mais tout le monde y plaçait de grands espoirs.

